

Constitution européenne: Je vote OUI!

PAR WILLY MULLER

«Européen convaincu depuis toujours, adepte des Etats-Unis d'Europe... j'avais toutes les raisons de me réjouir de cette évolution de l'Europe», écrit M. Paul Ulveling (d'Wort du 30 avril 2005), après avoir cité des étapes importantes de l'intégration européenne, quelques précurseurs de l'idée européenne, parmi lesquels Chateaubriand, Goethe, Victor Hugo, Coudenhove-Kalergi, Churchill, ainsi que les Traités de Rome, qu'il qualifie d'embryon viable, et de Maastricht, point de référence de la dénomination Union européenne.

Cette profession de foi plutôt cardante aboutit pourtant à la conclusion, à première vue étonnante: «Constitution européenne: Je vote non». En voilà donc encore un de ceux qui, tout en se déclarant Européens convaincus, voteront contre le Traité constitutionnel que, pour des raisons de facilité, on appelle Constitution.

Par respect pour l'auteur de l'article, nous ne voulons pas le situer dans le cercle hétéroclite de ceux, hommes politiques surtout, qui arrivent, la plupart pour des raisons faciles à deviner mais jamais avouées, aux mêmes conclusions négatives que M. Ulveling qui, lui, avoue les raisons de son opposition.

Des raisons avouées d'une opposition

La Constitution ne délimite pas le territoire auquel elle s'applique, constate-t-il. Elle pourra donc valoir, au-delà du territoire des 25 Etats membres actuels de l'Union, également pour la Turquie qui, selon l'auteur, «ne saurait en aucun cas être membre de l'UE».

La deuxième raison de l'opposition de M. Paul Ulveling est que le texte du Traité a «oublié» Dieu. Il se limite, en effet, à la référence «s'inspirant des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe...». Ce n'est pas le résultat d'un hasard, comme le sait

très bien l'auteur, mais le fruit d'un compromis difficilement négocié, comme il y en a beaucoup dans ce texte, élaboré par des personnes représentatives de 15 Etats membres et, à l'époque, en présence de 10 pays candidats aujourd'hui membres de l'Union.

M. Ulveling reproche par ailleurs au Traité constitutionnel de rassembler pêle-mêle des textes constitutionnels et législatifs. Ici aussi, il s'agit d'un choix auquel ont abouti les négociateurs qui ont voulu créer un socle qui permette aux citoyens de prendre connaissance et de se prononcer sur les lois fondamentales que l'Union est prête à se donner, et reprenne en même temps et mieux ordonné qu'auparavant, l'essentiel des instruments législatifs arrêtés au cours d'un demi-siècle de collaboration. Est-ce une mauvaise chose? Les auteurs du texte en ont reconnu l'utilité. La Constitution européenne doit-elle être calquée sur celle des Etats-Unis ou de l'Allemagne, que l'auteur cite en exemples, alors que l'Union n'est ni un Etat ni même une fédération, mais une création originale et unique qui, depuis ses origines il y a cinquante ans, avance pas à pas, parfois par à-coups et souvent péniblement, il faut l'avouer.

L'âme des pionniers est perdue, écrit M. Paul Ulveling, et il a raison. Mais elle n'est pas morte,

dirions-nous, elle résiste. Qu'il n'y en ait plus suffisamment, ne devrait être une raison de renoncer à l'Europe ou de refuser son progrès, fût-il minime et cadencé par petits pas.

L'auteur de l'article reproche qu'une part de 40 pour cent du budget total de l'Union soit versée dans l'escarcelle de l'agriculture et que ce protectionnisme énorme soit la cause de la pauvreté du Tiers et du Quart monde. Il y a du vrai dans ce constat qui dit pourtant trop peu, oubliant les explications de cette situation, tout comme les intentions et les efforts déjà accomplis pour la corriger progressivement.

Le dérapage du discours constitutionnel vers un aspect de la politique agricole ne devrait pas, j'espère, influencer les lecteurs dont la plupart savent que la politique agricole, comme toutes les politiques de l'Union, n'est pas figée dans la Constitu-

tion, mais se fait, mois par mois, par les Etats membres qui en décident ensemble.

Si l'ire de M. Ulveling faisait école, si une majorité de citoyens votait non à la Constitution, alors tout ce que M. Ulveling lui reproche pourrait demain être mis en œuvre. Concrètement:

- à défaut de la Constitution, le Traité de Nice demeurerait en vigueur;

- le territoire de l'Union ne serait pas délimité, il serait celui des 25 Etats membres actuels, et extensible à d'autres élargissements;

- les négociations d'adhésion avec la Turquie se poursuivraient, comme décidées à l'unanimité par 25 Etats membres sur base des textes actuels;

- Dieu ne serait pas mentionné, ne figurant pas dans les textes actuellement en vigueur;

- l'Union ne disposerait pas d'un Traité constitutionnel (Constitution), mieux ordonné



(Caricature: Olivier Jaminon)

que la collection actuelle des textes, et en progrès par rapport à ceux-ci.

Ce dernier point est reconnu par de nombreux constitutionnalistes, par les 25 gouvernements qui ont signé la Constitution à l'unanimité et, évidemment, par les représentants des Etats membres, des parlements nationaux, du Parlement européen et de la Commission européenne qui ont élaboré la Constitution. Il y a progrès globalement et, plus ou moins dans les différents chapitres. Progrès pour les citoyens et pour l'Union. La perfection n'est pas atteinte, c'est reconnu, ni dans ce Traité, ni dans ceux qui l'ont précédé.

Des bienfaits pour tout un continent

Pour toutes ces raisons, je vote oui. Européen convaincu, je reconnais les bienfaits de l'Union pour notre continent, marqué grâce à l'intégration européenne, par la paix et la collaboration dans la plupart des domaines de la vie politique, économique et sociale. Je souhaite, comme beaucoup, un continent européen délimité et qui puisse définir des objectifs finaux à la fois ambitieux et réalistes. J'accepte les imperfections de l'Union, comme je m'accommode de beaucoup d'autres, dans l'espoir de les voir corrigées un jour. Sachant que la grande majorité des Européens n'est pas prête à renoncer à leur Etat-nation, les Luxembourgeois pas plus que les autres, je ne crois plus aux Etats-Unis d'Europe et me contente de l'Union entre les Etats et les peuples qui se crée et qui est en progrès constant. Je déplore l'attitude de ceux qui se déclarent adeptes des Etats-Unis d'Europe, tout en votant non au projet européen démocratiquement modelé et soumis à leur vote. Je pense que la démocratie peut beaucoup, mais qu'elle est incapable de donner à chacun l'Europe de son rêve, ni, surtout, celle de ses exigences.